



CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ACTEURS

Saint-Denis, 30 janvier 2020

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



Introduction

Cyrille Melchior

**Président du Conseil départemental
de La Réunion**

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

**DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ**



Introduction

Jacques Billant

Préfet de La Réunion

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

**DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ**



Introduction

Vincent Reymond

**Délégué interministériel à la prévention
et à la lutte contre la pauvreté**

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

**DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ**



Point d'étape sur la mise en œuvre de la Stratégie pauvreté dans les territoires

- **Un mode de collaboration inédit avec les départements, marqué par la confiance en les territoires**



- Tous les départements se sont engagés à l'exception de deux
- Des actions ciblées avec des objectifs et des moyens financiers afférents ainsi que des indicateurs de suivi
- Des rapports d'exécution annuels pour suivre les résultats
- Des moyens financiers en hausse en 2020 (le fonds de contractualisation passe de 135 M€ en 2019 avec le FAPI à 177 M€)

« ... Bilan des convention d'appui avec les départements. On n'est pas loin du carton plein. »

La Gazette des Communes, 17/06/19

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

Point d'étape sur la mise en œuvre de la Stratégie pauvreté dans les territoires

- **Un mode de collaboration qui va s'élargir à d'autres types de collectivités**



- Contractualisation avec les métropoles au regard de leurs compétences, notamment sur l'hébergement, et de l'exercice de certaines compétences sociales sur leur territoire => 10 M€ en 2020
- Réflexions pour engager une contractualisation avec les régions autour de l'articulation entre la formation des BRSA et l'accès à l'emploi, ou l'accès à la formation des jeunes de 16 à 18 ans dans le cadre de l'obligation de formation
=> 2 M€ en 2020

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

Point d'étape sur la mise en œuvre de la Stratégie pauvreté dans les territoires

- **Des Hauts Commissaires déjà à la manœuvre**

- Une nomination par le Premier ministre et une prise de poste depuis le 2 septembre 2019
- Des profils variés et une expérience éprouvée dans le champ des politiques de solidarité pour assumer pleinement les missions dès la prise de poste
- Une lettre de mission co-signée par le Délégué interministériel et le Préfet de région
- Une prise de poste réussie avec des immersions
- Une enveloppe financière de 4 M€ en 2019 qui augmentera à 16 M€ en 2020 pour financer des projets locaux issus des GT et/ou en lien avec les objectifs de la stratégie (cohésion sociale/logement)

Point d'étape sur la mise en œuvre de la Stratégie pauvreté dans les territoires

- **Une mobilisation continue des acteurs territoriaux**



- 400 animateurs engagés pour le suivi des groupes de travail et près de 11 000 inscrits à l'espace numérique de travail
- Un accompagnement personnalisé de l'ANSA dans toutes les régions
- Une évaluation prochaine de cet accompagnement par les animateurs des GT pour l'adapter au plus près des attentes des territoires en 2020
- Un espace collaboratif qui doit également évoluer pour être un outil encore plus central dans le déploiement de la stratégie

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

Point d'étape sur la mise en œuvre de la Stratégie pauvreté dans les territoires

- **Une mobilisation continue des acteurs territoriaux**



- Organisation de réunions nationales des animateurs de GT dès le mois de novembre
- La première réunion a eu lieu le 20/11 sur l'insertion et le SPI à Paris
- Objectif de transversalité régionale et de partage des bonnes pratiques existantes

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

Avancées nationales et travaux régionaux

La participation des personnes concernées



- Un pacte de confiance avec les associations qui accompagnent les personnes concernées
- Signature d'une charte de la participation avec les associations pour définir le cadre de fonctionnement (FAS, UNIOPSS, Armée du Salut...)
- Simplification des démarches de remboursement des personnes et formation de l'ensemble des animateurs aux démarches de participation
- Objectif central en 2020 à prendre en compte dans chaque GT. L'objectif, à l'horizon 2022, est la présence de 50 % de personnes concernées dans chaque GT

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

Les chantiers nationaux : le SPI et le RUA

Le service public de l'insertion (SPI)

- Une refondation de nos politiques publiques d'insertion, fondée sur la conviction que « nul n'est inemployable »
- 9 septembre 2019 : lancement de la concertation sur le SPI, pour une mise en œuvre par la loi prévue en 2020.
- Les ambitions sociales du SPI
 - Remettre l'emploi au cœur du parcours des publics accompagnés
 - Universalité et adaptabilité de l'offre de service
 - Proximité, pour un service identifiable et accessible aux citoyens
 - Efficacité, grâce à un cadre d'évaluation rigoureux
- Mobilisation des départements en matière d'insertion dans le cadre de la contractualisation : réduction des délais d'orientation, développement de la garantie d'activité.
- Diffusion d'un appel à projet sur le SPI visant à valoriser des expérimentations innovantes dans le domaine de l'insertion.
- Rendu des feuilles de route des GT « Parcours d'insertion », « Offre d'accompagnement et « Engagement des entreprises » en soutien des travaux en cours

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

Les chantiers nationaux : le SPI et le RUA

Le revenu universel d'activité (RUA)

- Refonte de notre système de solidarité monétaire à destination des plus pauvres, pour le rendre plus lisible et efficace.
- 3 juin 2019 : lancement de la concertation institutionnelle, impliquant l'ensemble des acteurs de la cohésion sociale dont les collectivités
- Cycle 1 de la concertation « Constats » : système de minima sociaux illisible, nourrissant le non-recours et ne garantissant pas un gain systématique à la reprise d'activité
- Cycle 2 « Principes et objectifs » : assurer un filet de sécurité minimum lisible et accessible pour tous les citoyens.
- Cycle 3 sur le périmètre de la réforme, en cours : étudier les scénarios de construction du RUA.
- Concertation citoyenne à travers les ateliers RUA dans 6 régions et une plateforme participative avec 75 000 participants

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

Les chantiers nationaux : l'obligation de formation

Une obligation de formation pour les jeunes mineurs de 16 à 18 ans

- La loi pour l'école de la confiance prévoit que « *la formation est obligatoire pour tout jeune jusqu'à l'âge de sa majorité* ».
- Elle est le prolongement de l'obligation d'instruction jusqu'à 18 ans et porte l'ambition de ne laisser aucun jeune mineur vulnérable sans solution de formation et d'accompagnement.
- L'obligation de formation vise à éviter le décrochage en agissant avant l'échec scolaire ou, lorsque celui-ci est avéré, à « sécuriser » le parcours du jeune en permettant une intervention rapide du réseau des missions locales.
- 60M€ seront déployés entre 2020 et 2022.
- Au premier semestre 2020, des ateliers seront organisés dans chaque région pour construire l'obligation de formation au plus prêt du terrain et des jeunes.
- Les acteurs qui seront mobilisés: Missions locales, rectorats, plateformes de lutte contre le décrochage (PSAD), CIO, Ecoles de la deuxième chance (E2C), etc.

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

Les chantiers nationaux : les plans de formation

Plan de formation des travailleurs sociaux :

- Les groupes de travail nationaux ont achevé leurs travaux et fixé 6 priorités, qui vous ont déjà été présentées (participation des personnes concernées, numérique et travail social, travail social collectif et développement social, insertion socio-professionnelle, travail social et territoires, « aller vers ») ;
- Le plan sera doté de 10M€ en 2020, dont une part importante sera intégrée à la contractualisation avec les conseils départementaux, en première ligne du travail social. Sur la période 2020/2022, les crédits s'élèvent à 60 M€
- Par ailleurs, un accord-cadre avec les OPCOs permettra d'intégrer les travailleurs sociaux qui travaillent pour un autre employeur, en mobilisant les crédits de formation professionnelle continue de droit commun.
- Une grande journée de lancement sera organisée en janvier ou en février prochain.

Plan de formation des professionnels de la petite enfance :

- Lancement au premier trimestre 2020 avec un budget de 50 M€ sur la période.
- Le groupe de travail « Pédagogie » est en train de finaliser le référentiel du plan de formation, autour de 6 priorités, en deux blocs :
 - Les thématiques éducatives concentrant les inégalités : le langage ; les arts et la culture ; l'alimentation et la nature
 - Les pratiques professionnelles à fort impact social : accueillir dans la diversité ; accueillir les parents ; l'accueil occasionnel.
- L'ingénierie du plan de formation est plus complexe et passera par plusieurs canaux, pour répondre aux enjeux d'accès à la formation professionnelle continue de la diversité des professionnels concernés, relevant majoritairement d'employeurs privés (associations, entreprises, particuliers employeurs) et d'employeurs publics très nombreux (échelon communal principalement).
- L'adaptation aux territoires sera un enjeu particulièrement fort pour ce plan, afin de toucher les professionnels au plus près de leur lieu d'exercice.

À La Réunion, où en est-on ?

Le déploiement
de la stratégie pauvreté

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté



**DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ**



Film : l'accès aux soins et l'éducation à la parentalité

PMI, Conseil départemental

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



À La Réunion, où en est- on ?

Le déploiement de la stratégie pauvreté

Isabelle Rebattu

Sous-Préfète chargée de mission cohésion sociale et jeunesse

Commissaire à la prévention et à la lutte contre la pauvreté

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

**DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ**



À La Réunion, où en est- on ?

La gouvernance de la stratégie pauvreté

- 16 groupes de travail thématiques
- Le comité technique coordonne et soutient les 16 groupes thématiques
- La conférence régionale des acteurs
- Le comité stratégique composé des représentants des structures publiques

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



Gouvernance

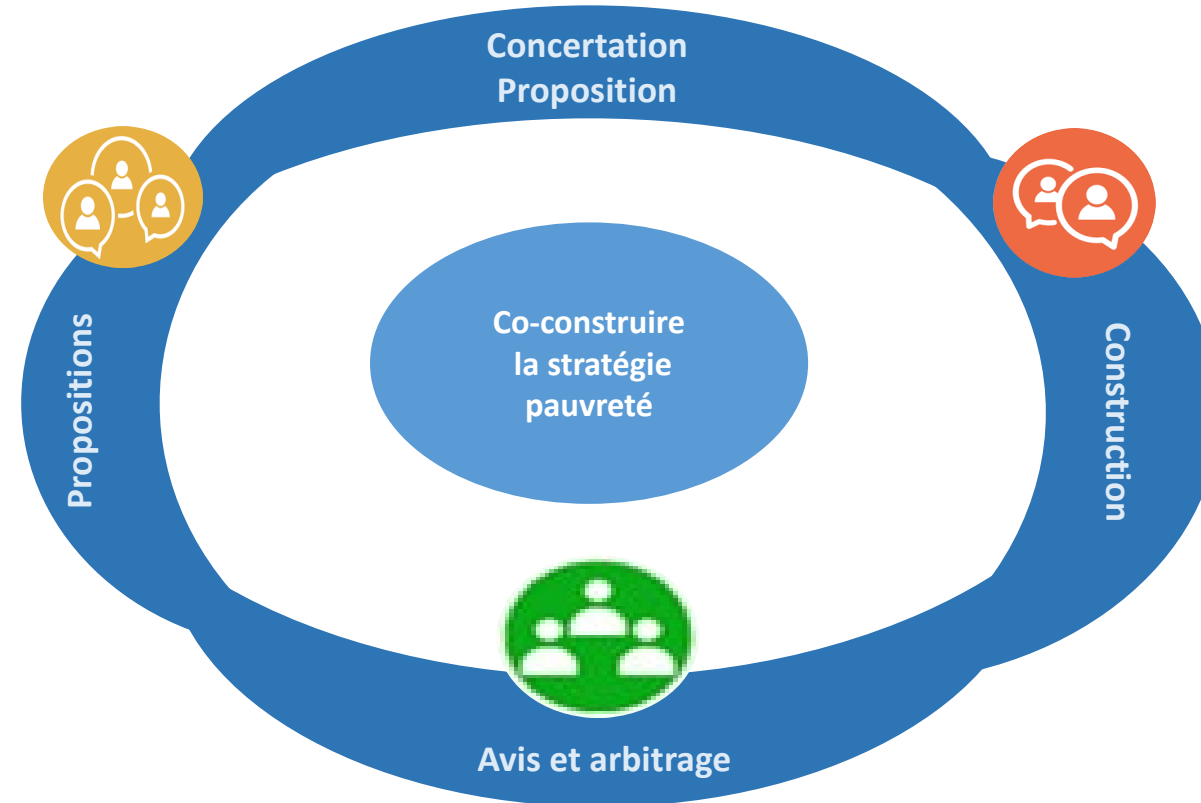
Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté à La Réunion

CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ACTEURS

valide les résultats de la stratégie

300 citoyens, institutions, associations

Co-présidence : État – Conseil départemental



16 GROUPES THÉMATIQUES

élaborent les propositions pour la feuille de route

300 Partenaires
et usagers impliqués

COTECH

Suivi des mesures
Mise en cohérence des actions

Animateurs des

16 groupes thématiques:

DJSCS, CD, DIECCTE - CR

Coprésidence :

Commissaire

à la prévention et à la lutte
contre la pauvreté et

DGS du Conseil départemental

COMITÉ STRATÉGIQUE

Méthodologie et cohérence des politiques publiques

Co-présidence : Préfet de La Réunion et Président du Conseil départemental

Équipe projet : DJSCS - CD - CR - DIECCTE – ARS - Rectorat

À La Réunion, où en est- on ?

L'engagement financier de l'État

- **8 M€ en 2019**
- **Progression d'année en année d'ici 2022.**
- **La Réunion, 2^e département de France le plus aidé par l'État au titre de la stratégie**

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



À La Réunion, où en est- on ?

L'engagement financier de l'État

Renforcer l'action du Conseil départemental

3,3 M€ : convention État / Département

3,7 M€ : fonds d'appui aux politiques d'insertion

Renforcer l'action des autres partenaires

Plus de 1 M€ de crédits complémentaires

15 actions soutenues

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION

DÉPARTEMENT
DE LA
Réunion

À La Réunion, où en est- on ?

L'engagement financier de l'État

1 M€ de crédits complémentaires

>Soutien à des projets visant les publics précaires et des jeunes en difficultés

- « La Réunion zéro SDF » : plateforme de soutien des accueils de jours pour accompagner les personnes dans un parcours de logement et d'accès aux droits (AREP et fondation abbé Pierre)
- Déclinaison du dispositif TAPAJ à La Réunion (Accès à l'emploi de jeunes en forte exclusion/ errance ne pouvant accéder aux dispositifs de droit commun) avec l'appui de 3 missions locales
- Financement d'un 1^{er} point d'accueil écoute jeune (PAEJ) CCAS de Saint-André

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION

DÉPARTEMENT
DE LA
Réunion

À La Réunion, où en est- on ?

L'engagement financier de l'État

1 M€ de crédits complémentaires

> Renforcer l'activité économique en particulier sur le champs de l'insertion par l'activité économique

- Développer et professionnaliser deux filières traditionnelles à La Réunion : fibres végétales et plantes aromatiques
- Établir un diagnostic de territoire des métiers et organismes intervenants sur l'IAE dans la perspective de soutien à leur développement.
- Accompagner et professionnaliser les entreprises d'insertion dans leur développement

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



À La Réunion, où en est- on ?

L'avancement des actions des partenaires de la stratégie

1/Agir dès les premiers âges de la vie pour en finir avec la reproduction de la pauvreté

Caisse d'Allocations Familiales

- **Près de 400 places de crèches supplémentaires**
- 15 centres sociaux supplémentaires d'ici 2022 dont 11 dans les quartiers prioritaires

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



À La Réunion, où en est- on ?

L'avancement des actions des partenaires de la stratégie

2/ Garantir les droits fondamentaux des enfants

Académie de La Réunion

Petits déjeuners à l'école

- Avril – juillet 2019 : 15 000 élèves / 4 communes / 70 écoles
- Septembre-décembre 2019 : 16 120 enfants / 5 communes / 78 écoles

Soit 1/4 des élèves concernés par ce dispositif en France

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



À La Réunion, où en est- on ?

L'avancement des actions des partenaires de la stratégie

2/ Garantir les droits fondamentaux des enfants

Académie de La Réunion

- 12 dispositifs « OEPRE » (Ouvrir l'École aux Parents pour la réussite des Enfants) pilotés par le CASNAV
 - 2019 : 160 parents inscrits
 - 2020 : 4 ouvertures prévues sur St-Denis (2), St-Louis et St-Paul.
- La ville du Port labellisée « cité éducative »

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



À La Réunion, où en est- on ?

L'avancement des actions des partenaires de la stratégie

3/ Assurer un parcours de formation pour tous les jeunes

DIECCTE

- Plus de de 2 800 jeunes en 2019 ont bénéficié de la Garantie Jeunes
- 4 666 jeunes (hors garantie jeunes) aidés par l'allocation PACEA (Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie)

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



À La Réunion, où en est- on ?

L'avancement des actions des partenaires de la stratégie

4/ Mieux accompagner pour faciliter le retour à l'activité et la sortie de la pauvreté

Pôle emploi / Conseil départemental

Accompagnement global

- Plus de 1 000 demandeurs d'emploi accompagnés par des binômes : travailleur social /conseiller de l'emploi dans les 17 agences Pôle Emploi de l'île.

Expérimentation à l'étude avec la CAF

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



À La Réunion, où en est- on ?

L'avancement des actions des partenaires de la stratégie

5/ Un meilleur accès aux droits

Caisse Générale de Sécurité Sociale

- Lancement du panier de soins depuis le 1er janvier 2020 : lunettes, dentaire et audioprothèse avec le « zéro » reste à charge.
- Ouverture d'une ligne « Urgence précarité »

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



À La Réunion, où en est- on ?

L'avancement des actions des partenaires de la stratégie

5/ Un meilleur accès aux droits

Caisse Générale de Sécurité Sociale

- Revalorisation de l'ASPA à 903,20 €/mois depuis le 1^{er} janvier 2020 pour une personne seule.
- Baisse de la CSG pour les retraités les plus fragiles.
- Augmentation de la prime d'activité en janvier 2019. Le salaire d'un travailleur au SMIC a augmenté de 90€ par mois. 74 899 foyers bénéficiaires, soit 25 % d'augmentation depuis début 2019

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



À La Réunion, où en est- on ?

L'avancement des actions des partenaires de la stratégie

5/ Un meilleur accès aux droits

Agence Régionale de Santé

- **Création d'une équipe pédopsychiatrique d'appui aux services ASE et PJJ**
- Création d'une équipe mobile Santé Mentale / Précarité au CHU Sud (dispositif déjà présent sur le Nord, l'Est et l'Ouest)
- **Définition de l'organisation cible et renforcée de l'offre de soins à Cilaos : lits de médecine, EHPAD, maison de santé, télémédecine**

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



PRÉFET
DE LA RÉGION
REUNION

DÉPARTEMENT
DE LA
Réunion

À La Réunion, où en est- on ?

L'avancement des actions des partenaires de la stratégie

5/ Un meilleur accès aux droits

Agence Régionale de Santé

- 7 permanences d'accès aux soins de santé dans les hôpitaux et cliniques
- 2 programmes d'accès à la santé pour les jeunes en difficultés sociales suivis par les Missions Locales
- 15 places supplémentaires autorisées pour l'hébergement médicalisé pour les personnes en grande précarité (en plus de 75 existantes)

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



FSE+ 2021-2027

un périmètre élargi pour une Europe plus sociale

Les priorités du FSE+ :

- L'emploi, avec un accent particulier sur le chômage des jeunes,
- La formation professionnelle,
- L'inclusion

La concertation locale a démarré pour le FSE. Elle intégrera les propositions d'action des 16 groupes de travail.

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



À La Réunion, où en est- on ?

La contractualisation État – Conseil départemental

Nathalie Anoumby

**Directrice générale adjointe du Département
de La Réunion**

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



Film : l'accompagnement global

Pôle Emploi et Conseil départemental

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



A La Réunion, où en est- on ?

La contractualisation Etat – Conseil départemental

Nos engagements au titre du « socle »

- Prévenir les sorties sèches de l'ASE
- Renforcer les compétences des travailleurs sociaux
- Améliorer le service public de l'insertion

Nos engagements au titre de l'initiative du territoire

- Déployer une politique de Prévention spécialisée
- Renforcer le soutien à la parentalité auprès des familles vulnérables
- Lutter contre le décrochage scolaire
- Fluidifier le parcours résidentiel
- Accompagner l'aide alimentaire chez les familles les plus démunies

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

A La Réunion, où en est- on ?

La contractualisation Etat – Conseil départemental

Les réalisations

1) Prévenir les sorties sèches de l'ASE

Préserver le lien des jeunes sortants de l'ASE :

- Création d'un lieu de vie pour ces jeunes : favoriser la constitution d'un réseau de pairs, répondre aux difficultés d'accès à l'autonomie : (financement de l'AJMD : 20 K€) .
- Renforcer les interventions en direction des jeunes majeurs à leur sortie de l'ASE en mettant en place une écoute , un soutien , une orientation , un accompagnement administratif et socio éducatif , une aide financière (financement de l'ADEPAPE : 20 K€)

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

A La Réunion, où en est- on ?

La contractualisation Etat – Conseil départemental

Les réalisations

2) Le soutien à la parentalité aux familles vulnérables

Prévenir et mieux prendre en charge les enfants en cas de violences sexuelles

- Mise en place d'un parcours de prise en charge des enfants victimes de violences en particulier sexuelles (du repérage à l'accompagnement psycho traumatique) avec l'unité de victimologie du CHU (300k€)

Offrir un soutien précoce à la parentalité sur la « fenêtre des 1000 premiers jours » :

- Organisation de plus de 20 groupes d'accueil parent-enfant (organisés) par semaine, gratuits et ouverts à tous.

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

A La Réunion, où en est- on ?

La contractualisation Etat – Conseil départemental

Les réalisations

3) Renforcer les compétences des travailleurs sociaux

Déployer l'accueil social inconditionnel de proximité :

- Développement des outils informatiques dans la perspective du dossier unique (financement dès 2019)
- Recrutement en 2019 d'un chef de projet en charge de la structuration de l'accueil social inconditionnel de proximité

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

A La Réunion, où en est- on ?

La contractualisation Etat – Conseil départemental

Les réalisations

3) Renforcer les compétences des travailleurs sociaux

Validation d'un parcours de formation de 80 agents d'accueil : connaissance de l'ensemble des dispositifs et mesures de droit commun, appropriation des techniques d'accueil et de prises en charge des publics en difficulté

→ objectif : faciliter l'accueil, l'information et l'orientation.

Accompagnement social : création d'un comité du travail social et du développement social porté par le Haut Conseil en Travail Social depuis 2018

→ l'objectif étant de co-construire le métier du travail social de demain.

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

A La Réunion, où en est- on ?

La contractualisation Etat – Conseil départemental

Les réalisations

4) Améliorer le service public d'insertion

Réduire les délais d'orientation et de contractualisation des BRSA :

- La collectivité s'est engagée depuis 2018 (dans le cadre de la Convention d'Appui aux Politiques d'Insertion CAPI) dans une démarche progressive de réduction le délai d'orientation au travers de l'évolution de notre outil numérique et du questionnaire d'orientation.

A La Réunion, où en est- on ?

La contractualisation Etat – Conseil départemental

Les réalisations

4) Améliorer le service public d'insertion

Déployer la garantie d'activité à destination des BRSA :

- Démarche d'accompagnement global initiée par le Pôle Emploi et la collectivité, déployée depuis 2019 : proposer aux demandeurs d'emploi un accompagnement coordonné d'un travailleur social et d'un conseiller de Pole Emploi (17 binômes)
- Création ou reprise d'entreprise : un appel à projets a été lancé en juillet 2019 dans le cadre de la convention avec le réseau « Points Chance », pour un appui et un accompagnement intégré des porteurs d'intention repérés dès la phase d'orientation

→ Objectif : 800 créations sur 3 ans dont 100 en 2019

A La Réunion, où en est- on ?

La contractualisation Etat – Conseil départemental

Les réalisations

4) Améliorer le service public d'insertion

Expérimentation du service public de l'insertion :

Acte de candidature du Département : proposer une offre mobile sur le principe de l' « *aller vers* » aux publics les plus éloignés des lieux d'accueil avec la mise en place d'un bus itinérant aménagé et connecté

→ Objectifs :

- Rendre accessible sur un même lieu et un même espace les professionnels en charge de l'accompagnement et les informations concourant au parcours d'insertion d'une personne
- Réduire la fracture numérique

A La Réunion, où en est- on ?

La contractualisation Etat – Conseil départemental

Les réalisations

5) Fluidifier le parcours résidentiel

Généraliser les commissions de labellisation

Mise en place d'une commission de labellisation dans le cadre du PDALHPD pour déterminer le public le plus prioritaire à l'accès au logement locatif social

Mission confiée à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) :

- Sensibiliser les acteurs du logement au circuit de labellisation et de relogement
- Assurer la communication auprès des partenaires du logement
- Analyser les demandes et le suivi des données statistiques

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

A La Réunion, où en est- on ?

La contractualisation Etat – Conseil départemental

Les engagements réalisés au cours du 1^{er} trimestre 2020

1) Prévenir les sorties sèches de l'ASE

- Garantir l'accès à un logement stable et adapté : appui à l'insertion professionnelle par le logement (allocation annuelle de 2400€)
- Construire un parcours d'insertion : financement des études supérieures ou professionnelles (allocation annuelle d'étude de 3000€)
- Accès aux droits : mise en place des coffres-forts numériques afin de garantir, la disponibilité des pièces administratives
- Accès aux soins : amélioration de la prise en charge des jeunes confrontés à des troubles psychiatriques (co-financement de l'association « allon deor » pour un montant de 105 k€)

Les engagements réalisés au cours du 1^{er} trimestre 2020

2) Prévention spécialisée Mise en place d'un dispositif d'intervention d'éducateurs de rue: appel à projets lancé en février

LA PRÉVENTION SPÉCIALISÉE, OUTIL DE REPÉRAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES EN RUPTURE

Objectifs

- Repérer les jeunes isolés
- Restaurer le lien social
- Prévenir les addictions

Publics et Modalités

- Jeunes de 16/25 ans en voie de marginalisation
- Un appel à projets en direction d'opérateurs expérimentés

Lieux

7 communes cible :
Saint Benoit, Salazie, Bras Panon, Plaine des palmistes, Cilaos, Saint Pierre, et Saint-Paul

Articulation avec le PST : 8 communes financées pour un montant de 1,9m€ (St André, le Tampon, Entre-Deux, La Possession, Saint-Denis, Sainte-Marie, Saint Leu, Saint Paul)

**CONFÉRENC
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

A La Réunion, où en est- on ?

La contractualisation Etat – Conseil départemental

Les engagements réalisés au cours du 1^{er} trimestre 2020

3) Développer le soutien à la parentalité

Offrir un soutien précoce à la parentalité sur la « fenêtre des 1000 premiers jours » :

- Ateliers collectifs de « massage bébé » accessibles sur 10 sites du Département, dès les premiers mois de vie de l'enfant
- Formation de 10 professionnels de la petite enfance en PMI (Educateurs de Jeunes Enfants, Aides puéricultrices, puéricultrices)

→ Objectif: accompagner au moins 250 familles /an (futurs parents et parents de jeunes enfants)

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

A La Réunion, où en est- on ?

La contractualisation Etat – Conseil départemental

Les priorités en 2020

1) Insertion par le sport et la culture

La démarche partenariale avec les acteurs associatifs et institutionnels sera poursuivie pour le développement d'une offre de pratique musicale allant jusqu'à la formation professionnelle, notamment, pour des publics porteurs de handicap avec par exemple un partenariat avec l'école des Musiques Actuelles de Saint-Leu.

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

A La Réunion, où en est- on ?

La contractualisation Etat – Conseil départemental

Les priorités en 2020

2) Aide alimentaire

- **Lutte contre le gaspillage : accompagner la création d'une structure d'économie sociale et solidaire pour la collecte et la transformation des denrées**
- **Lancement de l'appel à projets pour des jardins solidaires « péi » (adaptation du concept des « jardins de cocagne » à La Réunion) .**

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

A La Réunion, où en est- on ?

La contractualisation Etat – Conseil départemental

Les priorités en 2020

3) Renforcement de l'accompagnement par le logement (projet ASLL)

Un appel à projets sera lancé au cours du 2e semestre sur l'offre d'Accompagnement social au logement locatif (ASLL) collectif pour un montant de 130k€ annuels.

Cette offre complètera le dispositif ASLL individuel existant

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

A La Réunion, où en est- on ?

La contractualisation Etat – Conseil départemental

Les priorités en 2020

4) Développer le soutien à la parentalité

Offrir un soutien précoce à la parentalité sur la « fenêtre des 1000 premiers jours » :

- Communication sur le dispositif « fenêtre des 1000 premiers jours » en direction des (futurs) parents
- développement des actions partenariales sur le territoire pour une complémentarité des dispositifs (soutien à la parentalité et accès aux soins)

À La Réunion, où en est- on ?

Point d'avancement des 16 groupes de travail

Isabelle Rebattu

Sous-Préfète chargée de mission cohésion sociale et jeunesse

Commissaire à la prévention et à la lutte contre la pauvreté

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

**DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ**



Alon *Kozé*

Retour sur les 12 ateliers de la matinée

Marie-Line Vally

Chargée de mission stratégie pauvreté
Préfecture de La Réunion



**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



Table-ronde

La participation des personnes concernées
et l'engagement social des entreprises

Animation, Émilie Bonnet, Vidacita

Participants

Serge Lebon, l'Atelier du futur papa

Anne-Sophie Rochegune, Conseil régional des personnes accompagnées

Shenaz Bagot, Fondation Fondker

Pascal Thiaw Kine, Club Innovons en faveur de l'emploi

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ



Conclusion

Christelle Dubos

Secrétaire d'État auprès de la Ministre de la Santé et des Solidarités

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

**DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ**



Clôture de la conférence

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

**DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ**



Bon retour !

**CONFÉRENCE
RÉGIONALE
DES ACTEURS**

#StratégiePauvreté

**DÉLÉGATION
INTERMINISTÉRIELLE
À LA PRÉVENTION ET
À LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ**

